Territoires ruraux :
Perceptions et réalités de vie

Rapport d'étude

Octobre 2025

Une étude Familles Rurales réalisée par l'Ifop

METHODOLOGIE

Les deux études analysées dans cette synthèse ont été réalisées par l'Ifop pour Familles Rurales et suivent les méthodologies suivantes :

- Un sondage « grand public » : échantillon de **1002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.** La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par **questionnaire auto-administré en ligne du 25 juin au 2 juillet 2025.**

En 2023, l'échantillon « grand public » était de 1002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les interviews avaient été réalisées en ligne du 4 au 5 mai 2023.

En 2021, l'échantillon « grand public » était de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les interviews avaient été réalisées en ligne du 17 au 18 décembre 2020.

En 2018, l'échantillon « grand public » était de 1012 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les interviews avaient été réalisées en ligne du 8 au 11 juin 2018.

- Un sondage « ruraux » : échantillon de **1504 personnes, représentatif de la population française rurale âgée de 18 ans et plus.** La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et tranche détaillée d'unité urbaine. Les interviews ont été réalisées par **questionnaire auto-administré en ligne du 25 juin au 2 juillet 2025**.

En 2021 l'échantillon « ruraux » était de 1505 personnes, représentatif de la population française rurale âgée de 18 ans et plus. Les interviews avaient été réalisées en ligne du 27 avril au 11 mai 2023.

En 2021 l'échantillon « ruraux » était de 1502 personnes, représentatif de la population française rurale âgée de 18 ans et plus. Les interviews avaient été réalisées en ligne du 10 au 16 septembre 2020.

En 2018, l'échantillon « ruraux » était de 1501 personnes, représentatif de la population française rurale âgée de 18 ans et plus. Les interviews avaient été réalisées en ligne du 6 au 11 juin 2018.

INTRODUCTION

Face au sentiment d'abandon, les associations font vivre les ruralités

Sept ans après la première édition de notre enquête « Territoires ruraux : perceptions et réalités de vie », réalisée avec l'IFOP, les zones rurales demeurent au cœur des fractures françaises. Alors que l'image négative et parfois caricaturale d'une ruralité en déclin avait laissé place à celle de territoires attractifs et dynamiques, **le sentiment d'abandon croît à nouveau,** dans un contexte national marqué par l'instabilité et le pessimisme.

Les campagnes françaises restent des lieux de vie attractifs par leur qualité de vie, porteurs de lien social et d'un art de vivre auquel nos concitoyens restent profondément attachés. Mais derrière cette image positive se cache **une inquiétude persistante**, qui s'exprime avec plus de force que jamais : celle d'une ruralité qui se sent délaissée, fragilisée par la fermeture des services publics, la pénurie de médecins, les difficultés de mobilité et la hausse du coût de la vie**. En 2025, 59 % des ruraux estiment que leur territoire est "abandonné" et 48 % qu'il est "en déclin", soit une hausse de 13 points par rapport à 2023 ! Ces chiffres dépassent même ceux de 2018, à la veille de la crise des Gilets jaunes.** Les habitants expriment le sentiment d'un recul silencieux – celui d'une égalité républicaine qui s'effrite, d'un État qui s'éloigne.

Dans un contexte politique et social tendu, où la question du pouvoir d'achat domine l'actualité, ce sentiment d'abandon résonne avec une intensité particulière. Il rappelle la période d'avant les Gilets jaunes, quand la colère naissait d'une même impression d'injustice et d'invisibilité. Nous savons ce que coûte l'oubli des territoires : la défiance, la résignation, parfois la révolte.

Pourtant, **la ruralité reste une chance pour l'avenir de notre pays** et regorge d'atouts. Les habitants, malgré les difficultés, témoignent toujours d'un fort attachement à leur territoire : **88 % des ruraux se disent satisfaits de vivre dans leur commune et s'engagent activement dans la vie locale.**

À la veille des élections municipales de 2026, il est impératif que ces réalités soient pleinement prises en compte dans les politiques publiques, nationales comme locales. Ce baromètre rappelle avec force l'urgence d'agir : l'action publique doit renouer avec le terrain, redonner des moyens aux communes, soutenir les services essentiels – santé, éducation, mobilité, accompagnement des familles – et appuyer les acteurs associatifs qui maintiennent la vie dans nos villages.

Car la ruralité résiste et innove ! Partout, des associations, des élus, des citoyens inventent des solutions concrètes pour vivre et agir ensemble. **Le réseau Familles Rurales, avec ses milliers de bénévoles et de salariés, en est chaque jour le témoin** : par ses services aux familles, son engagement pour le lien social, son rôle d'accompagnement des transitions. Les territoires peuvent être moteurs de progrès collectif dès lors qu'on leur en donne les moyens.

Alors que le budget 2026 fait planer la menace de coupes budgétaires drastiques, les associations pourraient être durement touchées – ce qui est malheureusement déjà le cas. Ce serait une erreur majeure : la disparition des actions, animations et services de proximité qu'elles assurent aurait des conséquences désastreuses pour les habitants.

Ce baromètre 2025 est à la fois un signal d'alerte et un appel à l'action. Il rappelle que la cohésion du pays dépend de notre capacité à tenir la promesse d'égalité entre tous les territoires. Réinvestir la ruralité, ce n'est pas réparer une injustice passée : c'est préparer l'avenir.

Guylaine BROHAN

Présidente nationale de Familles Rurales

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Les principaux enseignements à retenir de cette double enquête :

1. **<u>Alors que le monde rural bénéficie toujours d'une bonne image, le sentiment de déclin et d'abandon s'accroît fortement de sorte à dépasser le niveau de 2018</u>**
   - Les ruraux conservent une image positive du monde rural et apparaissent tout aussi satisfaits d'y vivre (94% le jugent « agréable à vivre » ; stable depuis 2018). Néanmoins, s'ils ne remettent pas en cause l'attachement à leur mode de vie au sein d'une commune rurale, ils se montrent plus inquiets que jamais à l'égard de son attractivité. Plusieurs traits d'image positifs chutent et retrouvent les niveaux de 2018 : « qui connaît un renouveau » (-11 pts vs 2023), « attractif » (-8 pts), « dynamique » (-3 pts) et « moderne » (-6 pts). Plus préoccupant encore, les traits d'image négatifs progressent à des niveaux encore jamais atteints dans le cadre de ce baromètre : « l'abandon » (+8 pts vs 2018) et le « déclin » (+5 pts vs 2018).
   - Au sein du grand public, le monde rural bénéficie également d'une bonne image, mais l'embellie portée ces dernières années par « l'effet confinement » s'estompe. Le recul de plusieurs traits positifs et la hausse des perceptions négatives (65% « abandonné », +8 pts vs 2023 ; 58% « en déclin, +11 pts vs 2023) marquent le retour à un jugement plus pessimiste, même si l'image reste meilleure qu'en 2018.
   - Autre nouveauté notable de l'édition 2025 du baromètre : la « sécurité » en milieu rural est davantage valorisée. C'est la 5e principale motivation à s'installer dans une commune rurale (+6 pts chez les ruraux ; +5 pts chez le grand public).

2. **<u>En milieu rural, le déficit d'accès aux services publics - en particulier les services de santé - s'accentue significativement et participe de ce sentiment d'abandon</u>**
   - L'attractivité du monde rural est mise à mal par deux freins principaux, bien identifiés : le manque d'infrastructures publiques et la difficulté d'accès croissante aux services de santé. Une situation qui tend même à s'aggraver sur ces aspects depuis 2018.
     a) Aussi bien pour le grand public que les ruraux, le déficit d'infrastructures publiques demeure non seulement le point faible numéro un du monde rural (cité notamment par 71% des ruraux, soit +6 pts vs 2018). Il s'amplifie également avec les années (63% estiment que la situation en matière d'accessibilité aux services publics s'est dégradée ; +5 pts vs 2018 et +36 pts vs 2003 !). La moitié des ruraux (50%) estime par ailleurs ne pas ou peu bénéficier de l'action des pouvoirs publics, contre un quart (26%) du grand public. Un écart qui illustre le sentiment de désengagement de l'État.
     b) L'accès aux services de santé est identifié par les ruraux comme celui s'étant le plus dégradé au cours des dernières années (72% ; +15 pts vs 2018 et +36 pts vs 2003 !).
   - Dans ce contexte, les priorités d'action se concentrent sur le renforcement des services publics, avec en tête la lutte contre la désertification médicale (66% des ruraux ; 59% du grand public).

3. **Chez les ruraux, l'engagement associatif se joue d'abord à l'échelle de la commune, à rebours d'un grand public davantage tourné vers des causes à plus grande échelle**
    - Les ruraux s'engagent dans la vie associative autant que le grand public (43% vs 44%).
    - Ils se distinguent cependant par la nature de leur engagement. Premièrement, l'engagement des ruraux répond davantage à des enjeux locaux (et moins à des enjeux nationaux ou internationaux) : 52% des ruraux engagés agissent en priorité pour dynamiser leur territoire (+10 pts vs le grand public), loin devant le soutien à une cause nationale ou internationale (17% ; -8 pts vs le grand public). Les associations privilégiées relèvent d'abord de l'animation locale (36%), puis de la protection de l'environnement ou de l'aide aux personnes dépendantes (23% chacune).
    - Au global, le soutien communal à la vie associative est salué par la majorité des répondants (71% des ruraux et 81% du grand public) mais des disparités persistent entre les plus petites et les plus grandes communes rurales.

4. **Elections municipales 2026 au sein des communes rurales : une mobilisation portée par des priorités locales**
    - À moins d'un an des municipales 2026, les ruraux sont très majoritairement satisfaits de vivre dans le leur commune (88%). Cependant, plus de la moitié d'entre eux (56%) ne perçoivent pas de changement depuis les dernières élections en 2020.
    - Les qualités attendues du prochain maire convergent largement (compétence, capacité à gérer, honnêteté), mais les ruraux valorisent davantage la proximité (37% ; +6 pts), la défense des intérêts de la commune à l'extérieur (31% ; +11 pts) et le dynamisme (26% ; +8 pts).
    - Si le scrutin avait lieu dimanche prochain, 67% des ruraux inscrits se disent certains de voter (+11 pts vs grand public), confirmant la centralité de l'échelon municipal. Aussi bien pour le grand public que pour les ruraux, le socle des enjeux déterminants pour le vote municipal reste proche : santé, sécurité, gestion/finances, propreté, mais les hiérarchies internes diffèrent (le grand public valorise davantage la sécurité que les ruraux).

5. **Les mobilités rurales font face à un triple défi : contraintes structurelles, insatisfaction à l'égard des infrastructures et pression budgétaire**
    - La voiture individuelle reste centrale en ruralité : 34% des ruraux déclarent qu'aucune mesure ne les inciterait à s'en passer (+11 pts vs 2023 ; 22% dans le grand public). Principaux arguments en faveur des alternatives de transports pour les moins réfractaires : une offre de transports collectifs mieux adaptée (40% pour les ruraux ; 36% pour le grand public) - les contraintes financières ou réglementaires étant jugées moins efficaces.
    - Seulement 37% des ruraux se déclarent satisfaits des solutions de mobilité locales, contre 62% du grand public. Les écarts de satisfaction sont marqués sur tous les aménagements.
    - Près des deux tiers des ruraux (63%) dépensent plus de 70€ par mois pour leurs déplacements, contre 47% du grand public, et 38% jugent cet impact fort sur leur pouvoir d'achat (+8 pts vs le grand public). Ce poids reflète à la fois une plus grande dépendance à la voiture – coûteuse à l'achat et à l'entretien – et des distances quotidiennes plus importantes que celles parcourues en milieu urbain.

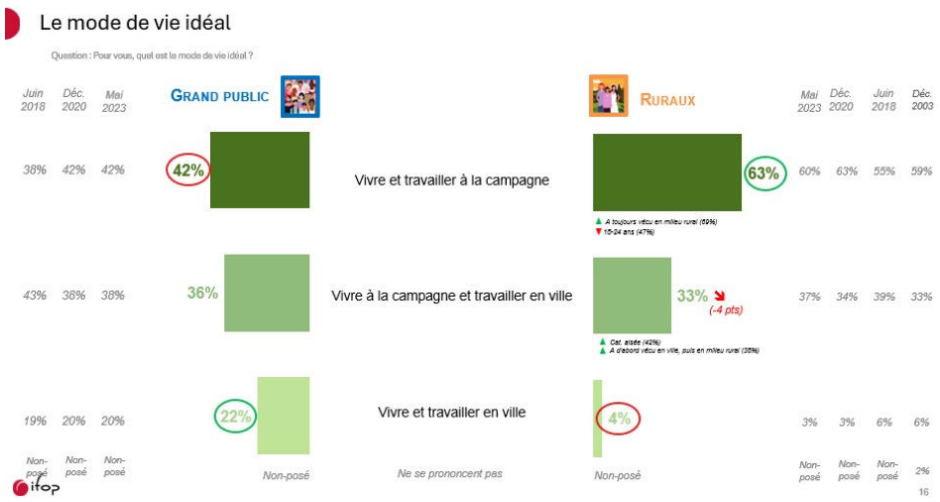
1. Alors que le monde rural bénéficie toujours d'une bonne image, le sentiment de déclin et d'abandon s'accroît fortement de sorte à dépasser le niveau de 2018

- **Dans l'imaginaire collectif, vivre à la campagne reste le mode de vie idéal**

En 2025, la campagne demeure l'horizon de vie privilégié pour les ruraux, ainsi que pour le grand public (même si dans une moindre mesure que pour les ruraux).

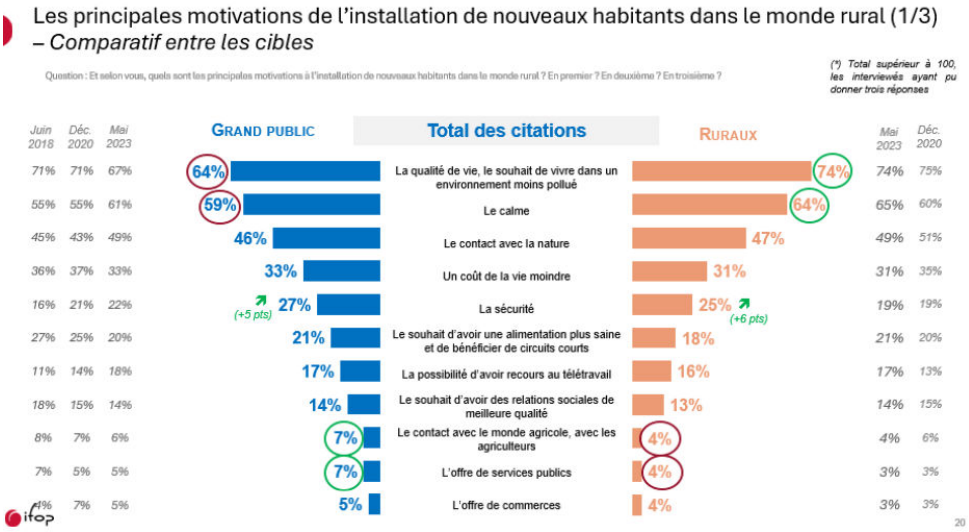
Grand public comme ruraux identifient très largement la vie à la campagne comme le mode de vie idéal (96% des ruraux ; 78% du grand public). Toutefois, si le désir de résider au sein d'une commune rurale laisse peu de place au doute, les personnes interrogées s'avèrent en revanche plus partagées quant au lieu de travail (33% des ruraux et 36% du grand public privilégient le fait de travailler en ville).

Même chez les ruraux ayant d'abord habité en ville, la vie citadine ne semble pas être le mode de vie rêvée (seuls 5% des ruraux ayant d'abord habité en ville considèrent le mode de vie citadin comme le mode de vie idéal). Ils sont en revanche beaucoup plus nombreux que le grand public à privilégier le fait d'y travailler (63%).



La ruralité reste en effet très largement associée à des territoires « agréables à vivre » (pour 95% des ruraux ; 85% du grand public) et « gagneraient à être mieux connu » (89% ; 90%). **Elle entretient sa désirabilité grâce à des atouts bien ancrés dans les esprits : meilleure qualité de vie, air moins pollué, calme, proximité avec nature –** tandis que le numérique n'est plus identifié comme un frein déterminant à l'installation en milieu rural (cité par seulement 9% des ruraux et 17% du grand public), la couverture internet et les télécommunications étant perçues en net progrès (par respectivement 72% des ruraux pour l'amélioration de l'accès à internet et 59% pour qualité des télécommunications).

En arrière-plan toutefois, la « sécurité » gagne nettement en importance cette année par rapport à la précédente mesure. Un quart des ruraux (25%, +6 pts vs 2023) et du grand public (27% ; +5 pts) compte désormais la « sécurité » parmi leurs motivations principales à s'installer dans une commune rurale.



- **En dépit de la bonne image du monde rural et de leur attachement à leur mode de vie, les ruraux craignent le déclin**

Au global, les ruraux renvoient une image bien plus attrayante du monde rural que le grand public – probablement en raison de leur plus grand attachement à ce mode de vie. Exception faite de la « modernité », ces derniers lui attribuent davantage d'atouts que l'ensemble des Français (entre +6 pts et +10 pts sur tous les traits d'image positifs par rapport au grand public).

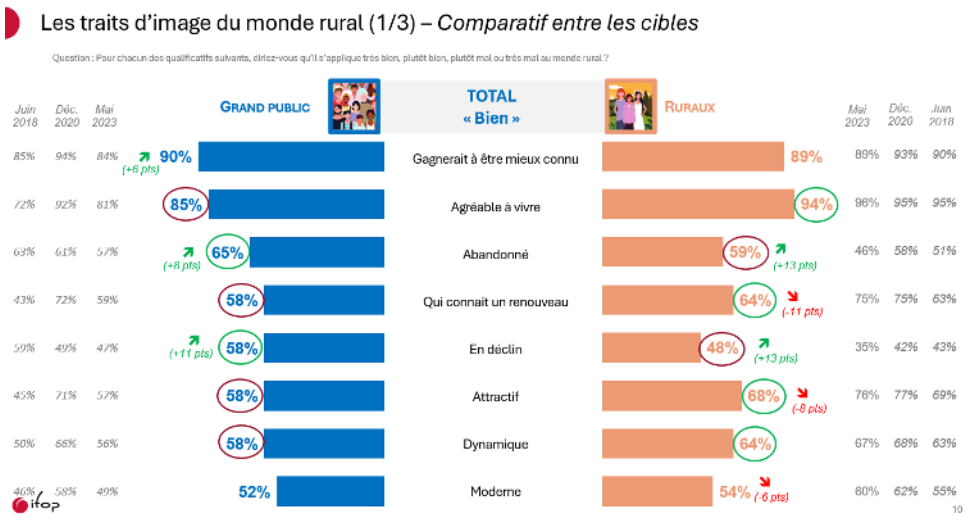
Alors que les ruraux portaient en 2020 et 2023 l'espoir d'un territoire moins vieillissant et désenclavé qu'auparavant, **ils se montrent aujourd'hui plus pessimistes quant à son attractivité et à son dynamisme** :

- D'une part, la plupart de ces traits positifs s'érodent fortement par rapport à 2023, de sorte à revenir aux niveaux enregistrés en 2018 : 68% estiment en 2025 que le monde rural est « attractif » (-8 pts vs 2023 ; -1 pt vs 2018), 64% qu'il « connaît un renouveau (-11 pts vs 2023 ; +1 pt vs 2018), 64% qu'il est « dynamique » (-3 pts vs 2023 ; +1 pt vs 2018) et 54% « moderne » (-6 pts vs 2023 ; -1 pt vs 2018).

- D'autre part, les deux traits les plus défavorables enregistrent quant à eux une forte hausse par rapport à 2023 et 2018 : 59% « Abandonné » (+13 pts vs 2023 ; +8 pts vs 2018) et 48% « En déclin » (+13 pts vs 2025 et +5 pts vs 2018).

Autres indicateurs en ce sens, les jeunes ruraux âgés de 18-24 ans aspirent également davantage que leurs aînés à travailler en ville (qu'ils vivent à la campagne ou non) et 61 %

estiment qu'il devient plus difficile pour les jeunes de rester en milieu rural - une fracture nette avec les 25-34 ans et les 35-49 ans qui partagent moins ce constat (respectivement 43% et 49% de l'échantillon en font également le constat).



- **Le grand public porte également un regard plus pessimiste et décliniste à l'égard du monde rural qu'en 2020 et 2023**

En 2020, la perte de vitesse de l'attractivité du mode de vie citadin, ébranlé par le contexte sanitaire, avait en outre nourri les représentations particulièrement favorables du grand public à l'égard du monde rural. **Toutefois, cette nouvelle édition de l'enquête confirme le retour d'un regard plutôt décliniste à l'égard du monde rural.**

- De fait, une proportion significativement moindre du grand public lui attribue des traits d'image positifs par rapport aux habitants de ces territoires : « Qui connaît un renouveau » (58% vs 64% des ruraux), « Attractif » (58% vs 68% des ruraux), « Dynamique » (58% vs 64% des ruraux). De même, l'ensemble des Français perçoit d'avantage le monde rural comme : « Abandonné » (65% vs 59% des ruraux) ou « En déclin » (58% vs 48% des ruraux).

- Les traits d'image négatifs progressent également au sein du grand public par rapport à 2023 (+8 pts et +11 pts), de sorte à retrouver les niveaux de 2018.

Ces évolutions n'impliquent pas pour autant un « retour à la normale » s'agissant de l'image du monde rural. Au sein du grand public, ce dernier peut encore capitaliser sur la reconnaissance de certains traits d'image positifs depuis 2020. La perception de son attractivité, de son dynamisme, de son renouveau et de sa modernité semble aujourd'hui plus diffuse par rapport à 2018 (respectivement +13 pts, +8 pts, +15 pts et +6 pts sur ces traits d'image).

2. En milieu rural, le déficit d'accès aux services publics - en particulier les services de santé - s'accentue significativement et participe au sentiment d'abandon

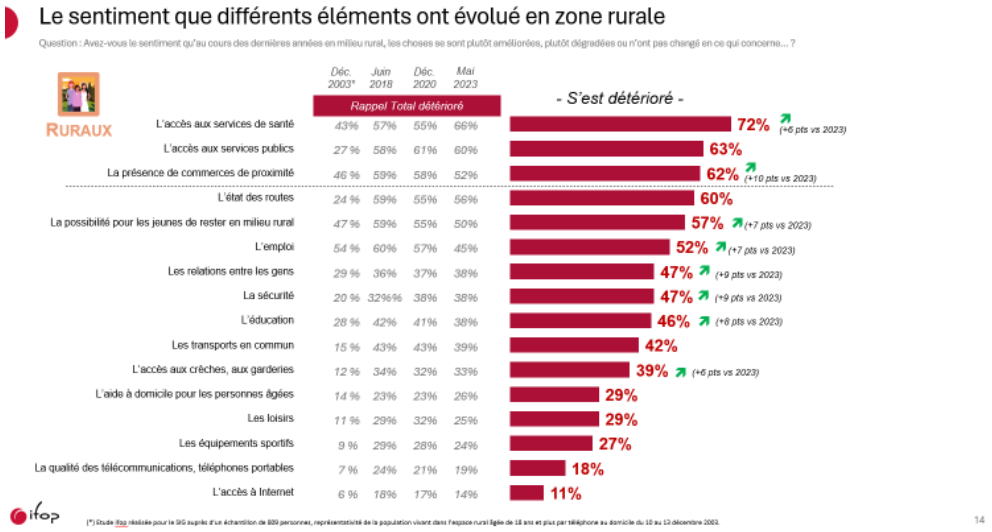
- **Les ruraux constatent un désengagement des pouvoirs publics, particulièrement en matière d'accès aux services de santé**

Dans un contexte de finances publiques sous forte contrainte (accroissement du déficit public) et un budget 2025 orienté principalement vers des objectifs de réduction des dépenses publiques, les ruraux concentrent très nettement leurs attentes autour de l'accès aux services publics et sociaux, en particulier l'accès aux soins.

Faisant écho au sentiment croissant d'un monde rural « en déclin », les ruraux se font d'abord les témoins d'une dégradation au cours des dernières années de l'accès à plusieurs services essentiels C'est le cas tout particulièrement de l'accès aux services de santé (72% de citations ; +6 pts vs 2023 et + 15 pts vs 2018 !) et de l'accès aux services publics de manière plus globale (63% ; +3 pts vs 2023 et +5 pts vs 2018).

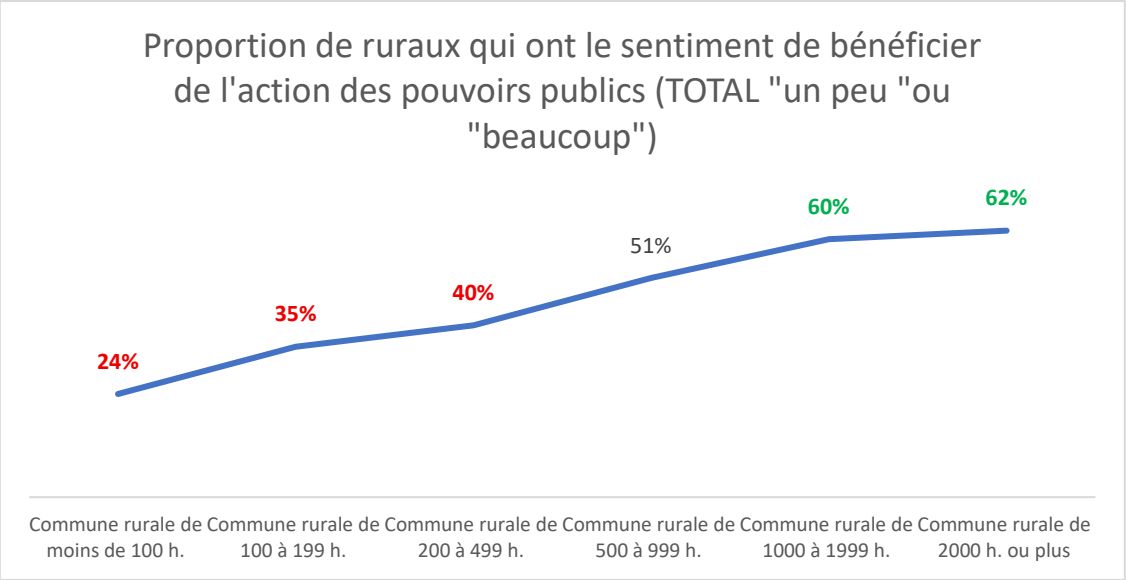
De même, une large majorité des ruraux déplorent une baisse de la présence de commerces de proximité (62%), ainsi qu'une dégradation de l'état des routes (60%).

In fine, la moitié des ruraux interrogés questionnent la possibilité pour les jeunes de rester en milieu rural (57% ; + 7 pts vs 2023).



Plus généralement, **les ruraux partagent le sentiment, beaucoup plus diffus que dans les communes urbaines, de ne pas (ou peu) bénéficier de l'action et de la présence des pouvoirs publics.** La moitié d'entre eux déclarent ainsi que leur commune ne bénéficie pas

ou peu de l'intervention de ces derniers (50%), soit un écart de 24 points entre les deux cibles (33% pour le grand public). Il convient de souligner que ce sentiment s'accroît à mesure que la taille de la commune diminue.



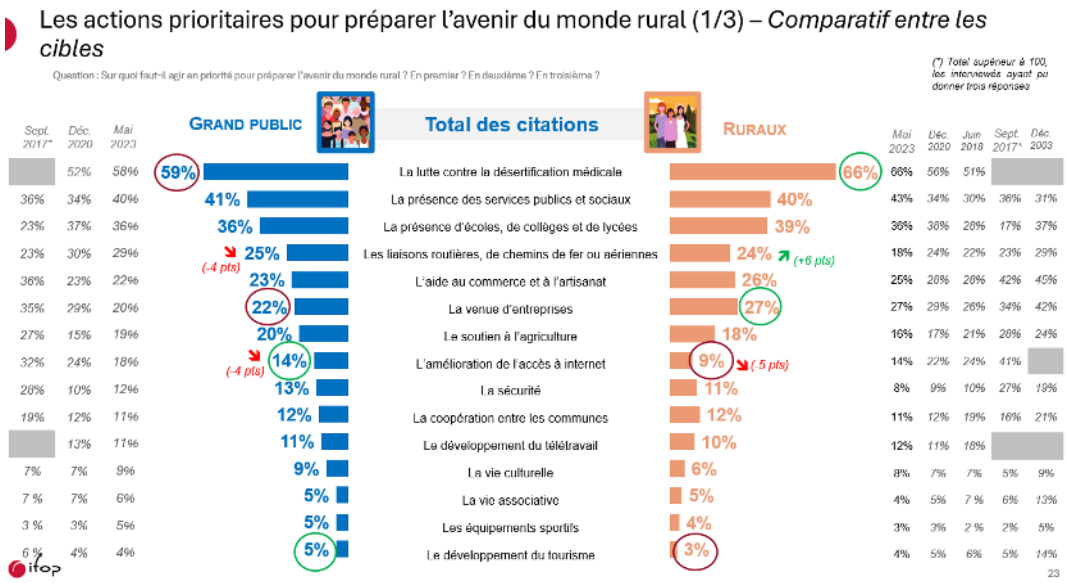
Le sentiment de bénéficier de l'intervention des pouvoirs publics croît par rapport à 2023 au sein du grand public (+7 pts par rapport à 2023) et des ruraux (+4 pts par rapport à 2023). Ils retrouvent ainsi les niveaux déjà enregistrés en 2020[1]. En ruralité, le rapport aux pouvoirs publics apparaît donc cette année ambivalent : les habitants reconnaissent davantage des bénéfices concrets et récents de l'action publique, sans que cela dissipe un sentiment d'abandon territorial plus global.

- **C'est par conséquent sur ce terrain-là que les demandes d'action sont les plus pressantes pour améliorer la qualité de vie en milieu rural**

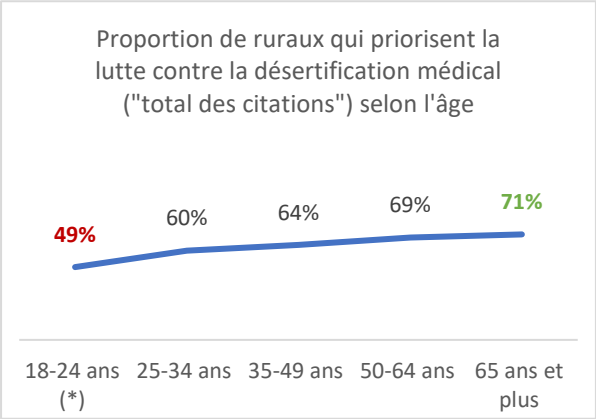
La lutte contre la désertification médicale apparaît nettement comme l'action la plus prioritaire à mettre en place chez les ruraux (66%, stable vs 2023). Une priorité également admise par le grand public, même s'il n'est pas directement concerné (59% ; +1 pt vs 2023). Au-delà de l'enjeu local, et preuve de l'importance accordée à ce sujet en 2025, « la santé » s'impose aussi bien chez les ruraux que le grand public comme cap national pour les prochaines années (84% des ruraux citent la santé comme thème prioritaire pour l'avenir ; 81% du grand public).

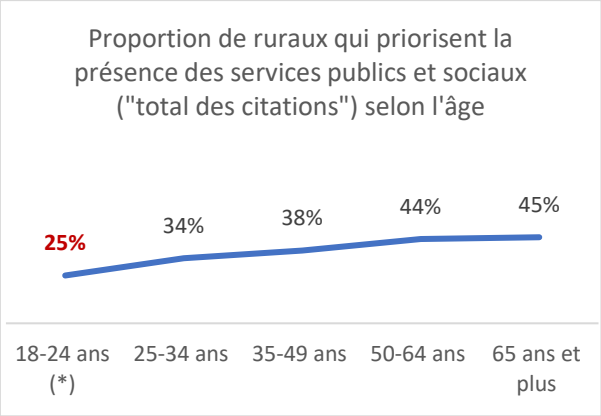
[1] Pour la cible des ruraux, afin de permettre la comparabilité des résultats depuis 2018, les évolutions sont présentées sur la base de l'ancienne définition des communes rurales (communes de moins de 2000 habitants).

A l'instar de la précédente mesure et en ligne avec le sentiment de leur forte dégradation au cours des dernières années, **la nécessité d'une plus forte présence des services publics et sociaux** (40% des ruraux et 41% du grand public ; des scores stables vs 2023) apparaît également prégnante et se positionne quant à lui comme le deuxième enjeu jugé le plus prioritaire. Presque à même niveau, la présence d'écoles, de collèges et de lycées sont citées par les deux cibles comme la troisième action prioritaire à mener pour l'avenir du monde rural (respectivement 39% et 36% de citations).



Chez les ruraux, la lutte contre la désertification médicale et l'accroissement de la présence des services publics et sociaux sont indexés sur l'âge : ces deux actions apparaissent d'autant plus prioritaires à mesure que l'âge croît.



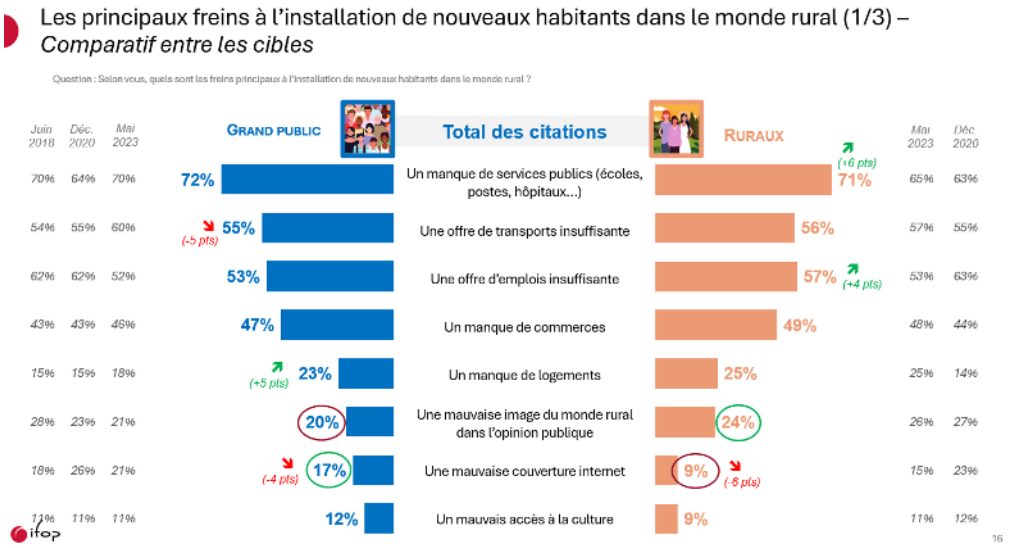


- **Le manque de services publics et les difficultés d'accès aux services de santé sont ainsi identifiés comme les principaux freins à l'installation de nouveaux habitants dans le monde rural**

Le manque de services publics (écoles, postes, hôpitaux …) se distingue en effet très nettement comme le principal « point faible » du monde rural (71% pour les ruraux et 72% pour le grand public), et ce au point d'être en capacité de décourager certains citadins à venir s'installer à la campagne. Principaux concernés, les habitants de communes rurales sont bien plus critiques cette année que les précédentes à cet égard (+6 pts vs 2023 et +8 pts vs 2020).

La question de l'insuffisance de l'offre d'emplois et de l'offre de transports demeure aussi particulièrement prégnante (mentionnée par plus de la moitié des répondants des deux échantillons). Le manque d'offres d'emploi est même plus largement cité par les ruraux cette année (57% ; +4 pts vs 2023), et ce principalement en PACA/ Corse (36% ; +13 pts par rapport à la moyenne de l'échantillon). Ainsi, si la majorité des ruraux souhaitent vivre et travailler à la campagne (63%), cet idéal n'est pas toujours accessible dans la pratique.

A contrario, le frein mentionné plus largement par le grand public en 2025 est celui du manque de logements (25% ; +5 pts vs 2023).



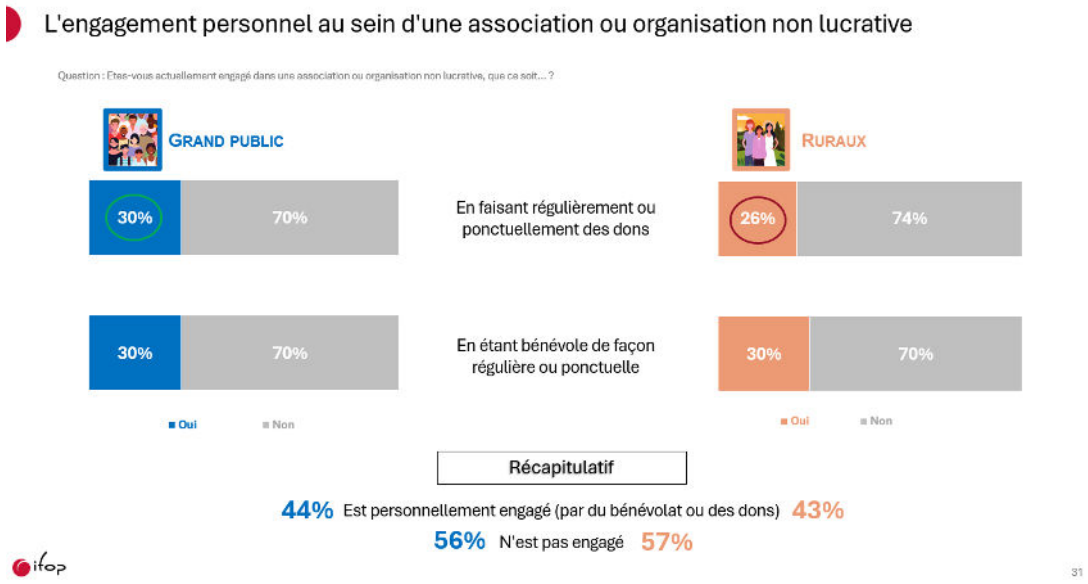
3. Chez les ruraux, l'engagement associatif opère d'abord à l'échelle de la commune

- **À engagement comparable, priorités divergentes : chez les ruraux, le local prime là où le grand public se mobilise plutôt sur des enjeux nationaux et internationaux**

Aujourd'hui, les habitants d'une commune rurale affichent **des niveaux d'engagement au sein d'une organisation à but non lucratif (par du bénévolat ou des dons) similaires** à l'ensemble de la population française (43% des ruraux et 44% du grand public).

Au sein de l'échantillon des ruraux, les habitants d'une plus grande commune sont plus engagés par du bénévolat que les habitants d'une plus petite commune (35% des habitants d'une commune de 1000 à 1999 h. et 37% des habitants d'une commune de 2000 h. ou plus.

L'âge en revanche n'a que peu d'incidence sur l'engagement bénévole en milieu rural. Seuls les 25-34 ans sont moins investis de ce point de vue-là (20% ; -10 pts par rapport à l'ensemble de l'échantillon).



Néanmoins, dans un contexte où les associations remplissent souvent des fonctions substitutives face à des services publics fragilisés par un contexte économique tendu (marqué notamment par les coupes budgétaires), **la vie associative en milieu rural se tourne davantage que le reste de la population vers le maintien d'un lien social et de dynamisme sur le plan local**.

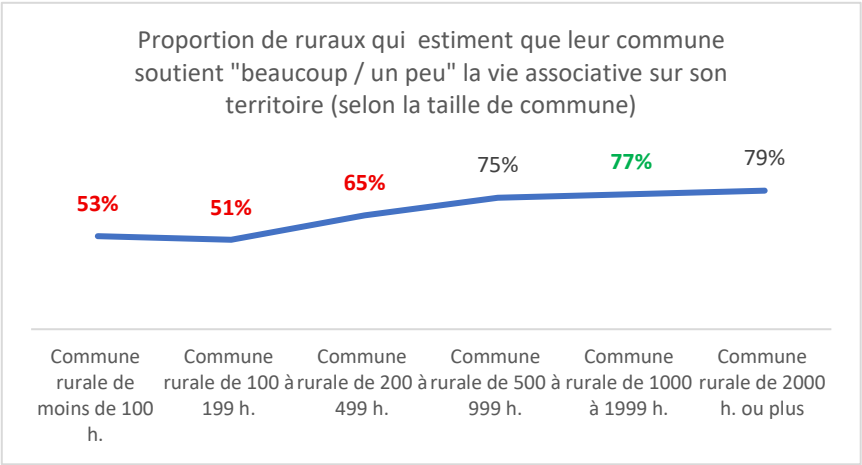
C'est ainsi par la nature de leur engagement que les ruraux et le grand public se différencient :

- Une proportion moindre de ruraux réalise régulièrement ou ponctuellement des dons que l'ensemble de la population française (26% ; -4 pts par rapport au grand public) ;
- Agir sur le plan local constitue la principale motivation de la majorité des ruraux engagés dans une association (52%), soit nettement devant la volonté de soutenir une grande cause nationale ou internationale (17%). Il s'agit également de la principale motivation citée au sein du grand public, mais dans une bien moindre mesure (42% ; -10 pts vs les ruraux).
- Les associations locales qui intéresseraient en particulier les locaux déjà engagés dans une association (ou ceux qui l'envisagerait) sont en premier lieu une association locale d'animations et vie de la commune (36%), devant des associations de protection de l'environnement (23%), d'aide aux personnes dépendantes (23%), sportives (22%) ou culturelles (22%).
- Les Français qui ne sont pas engagés dans une association (don ou bénévolat) se montrent également plus enclins que les ruraux à sauter le pas à l'avenir (67% vs 61% des ruraux).

• Au global, le soutien communal à la vie associative est salué… mais des disparités persistent entre les plus petites et les plus grandes communes rurales

Grand public comme ruraux apparaissent majoritairement satisfaits de l'action de leur commune pour soutenir la vie associative locale : 71% des ruraux estiment que leur commune agit pour la vie associative de leur territoire (dont 22% « beaucoup ») et 81% pour le grand public (dont 31% « beaucoup »).

Malgré ce constat encourageant, les ruraux se montrent plus critiques que le grand public à l'égard du soutien apporté par leur commune (10 pts de différence entre les deux cibles sur la satisfaction) qui dispose généralement de moins de moyens (humains ou financiers). De fait, l'insatisfaction est renforcée dans les communes rurales les plus isolées (plus la commune est petite, moins ils estiment que celle-ci soutient la vie associative sur le territoire).



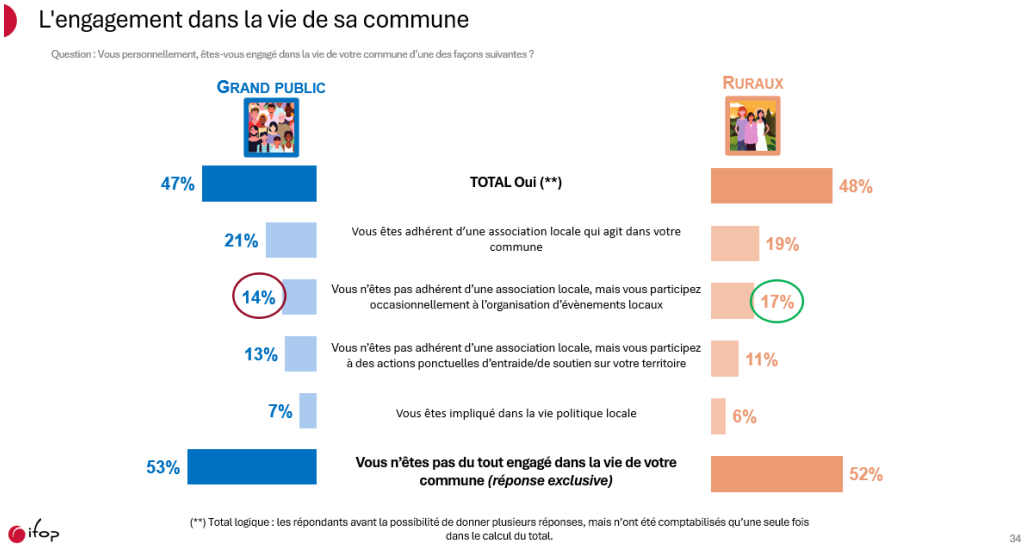
- **La moitié des Français sont engagés dans la vie de leur commune**

L'engagement au sein de sa commune concerne une part significative du grand public et des ruraux, soit près de la moitié d'entre eux (47% du grand public et 48% des ruraux).

Dans le détail, cet engagement au sein de la vie locale se porte pour les deux cibles avant tout sur la solidarité et le dynamisme du territoire. Pour les engagés, cet engagement prend aussi bien la forme d'une adhésion à une association locale agissant au sein de la commune (19% des ruraux et 21% du grand public), mais aussi (sans être adhérent) d'une participation occasionnelle à l'organisation d'évènements locaux (17% ; 14%) ou la participation à des actions ponctuelles d'entraide/ de soutien sur son territoire (11% ; 13%).

Au sein de l'échantillon des ruraux, il est intéressant de noter que les pratiques divergent entre les communes de moins de 1000 hab. et celles de plus de 1000 hab. : les habitants d'une plus grande commune rurale sont davantage engagés dans une association locale, tandis que les habitants d'une plus petite commune participent davantage à des actions ponctuelles, sans être adhérent.

L'engagement dans la politique locale apparaît quant à lui bien plus minoritaire (6% des ruraux et 7% du grand public).



4. Elections municipales 2026 au sein des communes rurales : une mobilisation portée par des priorités locales

- **A moins d'un an de la prochaine élection municipale, le sentiment d'absence de changement durant le dernier mandat prédomine chez les ruraux**

La grande majorité des répondants sont satisfaits de vivre au sein de leur commune (88% des ruraux contre 86% au sein du grand public), mais les ruraux se distinguent par une satisfaction plus intense (39% « très satisfaits » vs 30% au sein du grand public).

Toutefois, cette satisfaction n'efface pas une impression majoritaire d'absence de changement depuis la dernière élection municipale (qu'il soit positif ou négatif), en particulier chez les habitants d'une commune rurale (56% vs 46% du grand public). Chez les interviewés ayant remarqué un changement, ce dernier a plutôt été perçu du bon œil (27% des ruraux considèrent ce changement « en bien », et 30% du grand public).

Les trois principales qualités souhaitées pour le ou la futur(e) maire de sa commune convergent entre les deux cibles. Emerge principalement de cette figure politique **qu'elle soit compétente** : 45% des ruraux mentionnent explicitement « la compétence » (53% du grand public) et 41% qu'elle ait « la capacité à gérer » (44% du grand public). L'honnêteté figure également dans le trio de tête (respectivement 38% et 51%).

Les compétences mentionnées ci-dessus sont en revanche moins associés aux maires de communes rurales qu'au sein du grand public. **Par ailleurs, les ruraux priorisent d'autres qualités annexes, en lien avec la proximité de son maire** - en particulier la disponibilité et la présence sur le terrain (37% ; +6 pts par rapport au grand public). La capacité à défendre à l'extérieur les intérêts de sa ville (31% ; +11 pts par rapport au grand public), le dynamisme (26% ; +8 pts par rapport au grand public), ainsi que la capacité à s'entourer (23% ; +4pts par rapport au grand public) sont également des qualités davantage valorisées par les ruraux.

- **Une plus forte mobilisation des ruraux au prochain scrutin municipal**

La participation annoncée confirme la centralité de l'échelon municipal en ruralité. Les habitants d'une commune rurale inscrits sur liste électorale sont plus prompts que le grand public à se déplacer pour voter aux prochaines élections municipales. Si les élections devaient se tenir dimanche prochain, 67% des répondants se déclarent certains d'aller voter, soit 11 points de plus que pour l'échantillon national.

Pour les deux échantillons, l'âge joue sensiblement sur la participation, les moins de 35 ans envisageant nettement moins leurs aînés à se déplacer jusqu'aux urnes. Malgré tout, les ruraux restent à tous âges plus mobilisés, la taille de la commune ne semblant pas influer par ailleurs.

Aussi bien pour le grand public que pour les ruraux, le socle des enjeux déterminants pour le vote municipal reste proche : santé, sécurité, gestion/finances, propreté, mais les hiérarchies internes diffèrent. La ruralité place la gestion communale et les finances au même niveau que la santé (respectivement 70% et 71% de citations), accorde davantage de poids à la gestion des finances de la ville (71% ; +7 pts par rapport au grand public), et relativise la dimension sécuritaire des personnes et des biens (59% ; -14 pts par rapport au grand public), mais aussi la lutte contre le trafic de drogue (34% ; -23 pts par rapport au grand public).

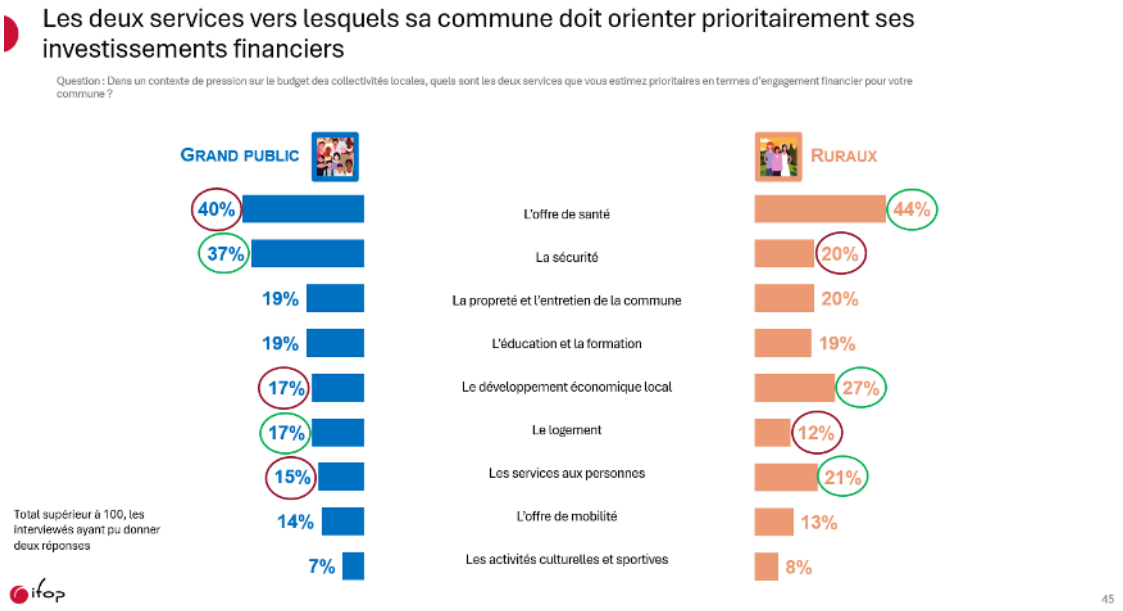
- **Les priorités d'investissement locales s'orientent avant tout vers l'amélioration de l'offre de soins**

Dans un contexte de pression sur le budget, les priorités d'investissement local confirment la centralité de l'amélioration de l'offre de soin sur le territoire. Il apparaît de fait comme l'enjeu jugé le plus prioritaire en termes d'engagement financier pour la commune (44% de citations chez les ruraux et 40% au sein du grand public).

Le grand public et les ruraux se distinguent cependant sur d'autres aspects :

- Au sein du grand public l'importance accordée à la « sécurité des personnes et des biens » est beaucoup plus prégnante (37% ; +17 pts par rapport aux ruraux). Elle est ainsi pratiquement citée à même niveau que l'offre de soin.
- Chez les ruraux, la hiérarchie qui suit « l'offre de soin » est plus orientée vers le développement économique local (27% ; +10 pts par rapport au grand public) et les services aux personnes (21% ; +6 points par rapport au grand public),

Autrement dit, la ruralité arbitre moins vers la sécurité que le grand public, et davantage vers le tissu économique et les services à la population.



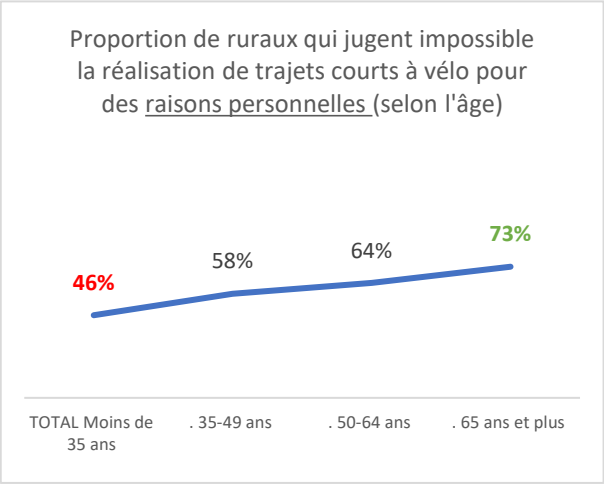
5. Les mobilités rurales font face à un triple défi : contraintes structurelles, insatisfaction à l'égard des infrastructures et pression budgétaire

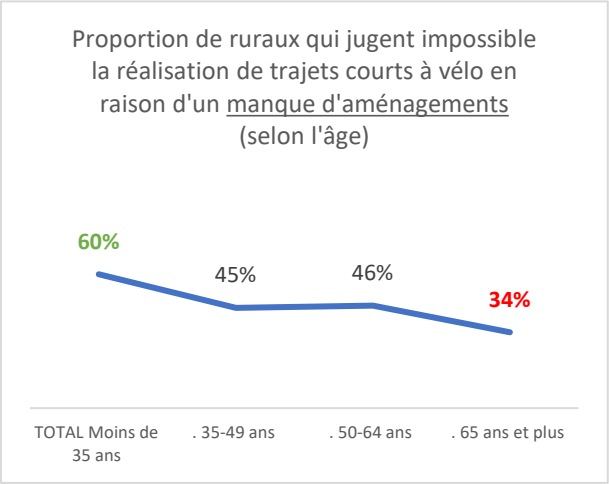
- **L'ouverture à des solutions de mobilité alternatives à la voiture reste conditionnée par la création d'infrastructures**

L'analyse des comportements et perceptions en matière de mobilité confirme une forte dépendance des ruraux à la voiture individuelle. Un tiers d'entre eux y montre un fort attachement, dans la mesure où rien ne pourrait les inciter à se passer de leur véhicule individuel (34% ; +11 pts vs mai 2023). Il s'agit d'une proportion nettement supérieure au grand public (22%).

Les deux autres tiers se montrent quant à eux plus enclins à diversifier leurs usages en matière de déplacements, si des solutions alternatives étaient mises en place. Pour 40% des ruraux, la condition première pour se passer de leur véhicule serait une offre de transports collectifs mieux adaptée (40%) – une proportion plus élevée que dans le grand public (36%). Les autres propositions telles qu'une offre de transports collectifs moins onéreuse, la hausse des coûts du carburant ou une politique plus contraignante sur l'usage de la voiture individuelle leur paraît nettement moins efficace. **La propension à se tourner vers des mobilités alternatives chez les ruraux dépendent selon eux principalement de facteurs indépendants de leur volonté**. Cela concerne directement la faisabilité même du déplacement sans voiture - et en particulier le manque d'infrastructures.

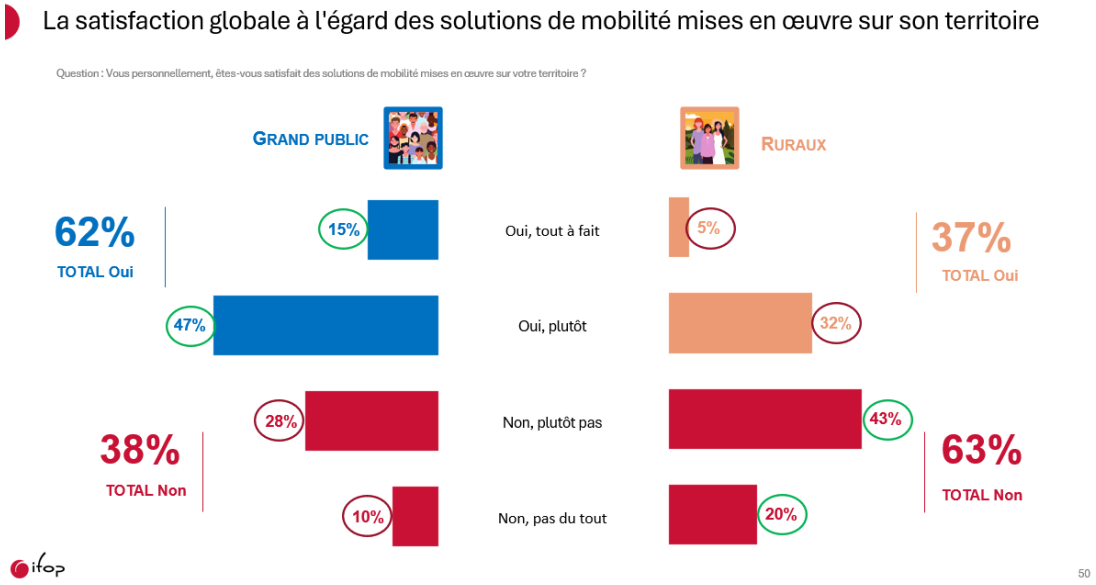
Malgré une configuration rurale a priori défavorable, la majorité des habitants des zones rurales auraient recours au vélo sur de courts trajets. 53% des ruraux ont en effet le sentiment qu'il est possible de réaliser ses déplacements à vélo, et *a fortiori* les 35-64 ans (60%). Une proportion qui demeure toutefois inférieure à celle du grand public (65%). Autre point de divergence, les freins associés à la pratique du vélo diffèrent selon les répondants. **Au sein du grand public, les obstacles sont avant tout personnels** : incapacité physique (36% ; +3 pts vs les ruraux) et absence de vélo (35% ; +6 pts vs les ruraux). Les ruraux mentionnent quant à eux le manque de moyen et la crainte pour leur sécurité (41% ; +13 pts par rapport au grand public) – en particulier les ruraux de moins de 35 ans (60% évoquent le manque d'aménagements ; +16pts par rapport à la moyenne de l'échantillon).





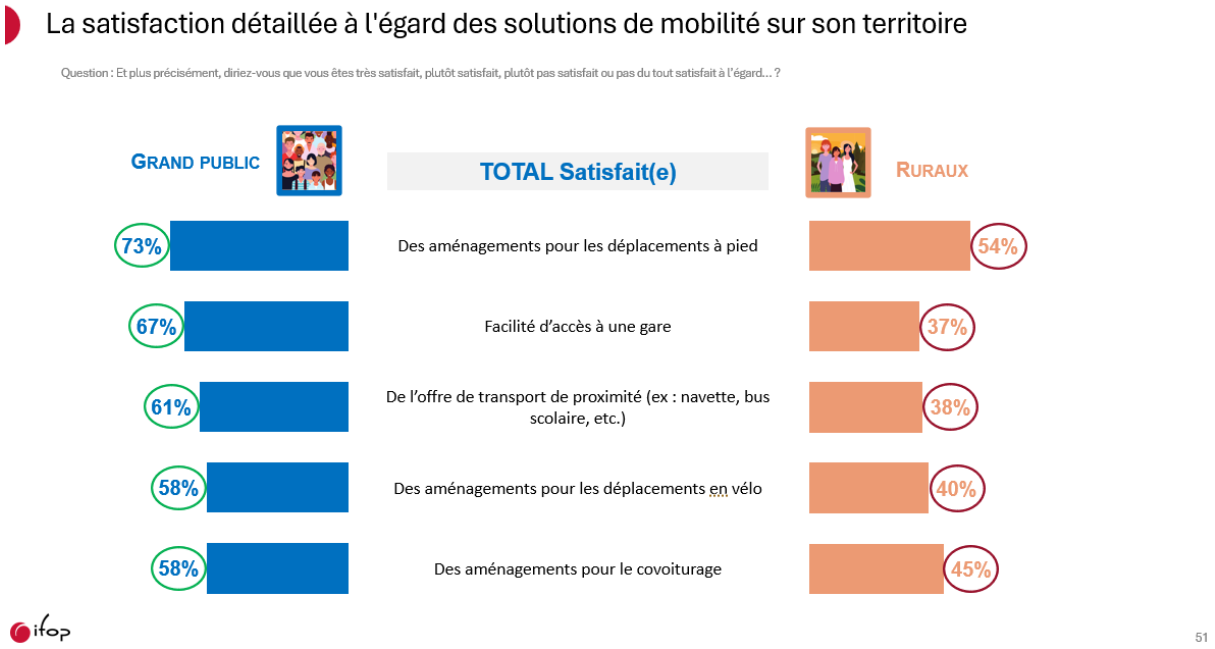
- **Mobilité en zones rurales : un déficit de satisfaction lié à des aménagements jugés insuffisants**

La satisfaction des ruraux à l'égard des solutions de mobilité mises en œuvre sur leur territoire est nettement plus limitée qu'au sein du grand public : 37% seulement déclarent en être satisfaits, contre 62% du grand public. Celui-ci se montre de fait davantage satisfait que les ruraux de l'ensemble des aménagements : 73% sont satisfaits des aménagements pour les déplacements à pieds (+19 pts par rapport aux ruraux), 67% de la facilité d'accès à la gare (+30 pts par rapport aux ruraux), 61% l'offre de transport de proximité (+23 pts par rapport aux ruraux), 58% des aménagements pour les déplacements à vélo (+18 pts par rapport aux ruraux) et 58% des aménagements pour le covoiturage (+13 pts par rapport aux ruraux).



- **Les dépenses liées aux transports impactent davantage les habitants des territoires ruraux**

Autre inégalité face aux déplacements, le poids des dépenses en matière de mobilité est nettement plus élevé chez les ruraux. 63% des ruraux déclarent dépenser plus de 70€ par mois pour ce poste de dépenses, contre 47% au sein du grand public. Une proportion en apparence sous-estimée, notamment lorsque l'ensemble des dépenses sont comptabilisées (essence, assurance auto, frais de réparation … etc.). Ces dernières sont en effet bien plus difficiles à estimer, car plus irrégulières qu'un forfait dédié aux transports en commun et dont les frais sont davantage partagés au sein du foyer. Sans surprise, les ruraux estiment davantage que le budget alloué aux transports « impacte fortement » leur pouvoir d'achat (38% des ruraux vs 30% du grand public).

Au sein de l'échantillon rural, les dépenses de transports pèsent davantage sur les revenus des 25-34 ans (55%), des catégories populaires (49%) et des foyers aux revenus les plus modestes.

Ces écarts reflètent sans surprise une plus forte dépendance à la voiture individuelle (plus onéreuse en matière d'achat et d'entretien) en milieu rural, mais aussi un rapport aux distances parcourues très différent des citadins.